

BRÈVES ÉCONOMIQUES

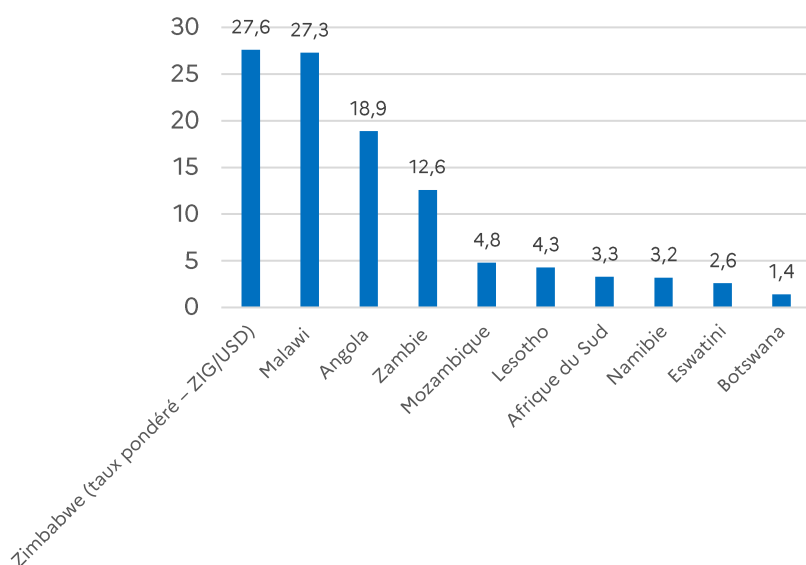
Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 05 août au 19 septembre 2025

Inflation annuelle modérée dans plusieurs pays d'Afrique australe en août 2025

Plusieurs pays d'Afrique australe ont publié leurs données d'inflation pour le mois d'août, révélant des tendances contrastées.

Inflation en glissement annuel (dernier chiffre disponible)



Certains pays ont enregistré un ralentissement de l'inflation : en [Afrique du Sud](#), la hausse des prix a ralenti à +3,3 % sur un an au mois d'août (après +3,5 % en juillet). Les principaux contributeurs à l'inflation sont le « logement » et les « services publics » (+4,3%, soit une contribution de +1,0 point) et les « aliments et boissons non alcoolisées » (+5,2%, soit +0,9 point). La hausse des prix a également ralenti en [Namibie](#) (+3,2 %, après +3,5 % en juillet), toujours portée par les « aliments et boissons non alcoolisées » (+5,2%, soit +1,0 point), ainsi que par les postes « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+3,4%, soit +0,8 point) et « boissons alcoolisées et tabac » (+5,5%, soit +0,8 point).

L'inflation a également reculé en [Zambie](#) (+12,6 %, après 13,0 % en juillet), sous l'effet du recul des prix des produits alimentaires (+14,9% contre 15,3 % le mois précédent). Malgré un léger ralentissement (+18,9% sur un an, contre +19,5 % en juillet), la hausse des prix reste particulièrement élevée en [Angola](#), portée par les postes « transport » (+21,1%) et « boissons alcoolisées et tabac » (+20,0%).

À l'inverse, la hausse des prix, bien que modeste, a légèrement accéléré au [Botswana](#) (+ 1,4 %, contre +1,1 % en juillet), portée par la hausse des prix des « biens et services divers » (contribution de +0,8 point) et de « l'alimentation et boissons non alcoolisées » (+0,7 point), renforcée par la dépréciation récente de la monnaie locale. La hausse des prix s'est également accélérée au [Mozambique](#) (+4,8 %, contre 4,0 % en juillet), sous l'effet de la hausse des prix alimentaires.

Sommaire:

Afrique australe

- Des financiers africains s'engagent à mobiliser 100 Mds USD pour des projets relatifs à la transition écologique
- Perspectives de crédit stables en Afrique alors que la croissance s'accélère, selon Moody's

Afrique du Sud

- Canal+ officialise la prise de contrôle de MultiChoice et crée un géant panafricain de l'audiovisuel (Canal+)
- Anglo American lance une fusion à 50 Mds USD avec le canadien Teck Resources (Business Tech)
- Une accélération économique inattendue au deuxième trimestre 2025
- La Banque centrale maintient son taux directeur à 7,00 % (SARB)
- Transnet réduit ses pertes et amorce un début de redressement
- La Cour suprême d'appel sud-africaine annule l'autorisation d'Eskom de construire une centrale à gaz de 3 GW à Richards Bay (Reuters)
- L'industrie du ferrochrome sud-africaine en grave crise face à la flambée des coûts énergétiques (Engineering News)
- Incendie majeur dans la plus grande usine de traitement de déchets médicaux en Afrique du Sud (Medical Brief)

Angola

- L'exécution budgétaire révèle des incohérences préoccupantes
- Le FMI revoit une nouvelle fois ses prévisions de croissance à la baisse
- Décisions du Comité de politique monétaire (15-16 septembre 2025)
- La croissance du PIB angolais s'établit à 1,08 % en glissement annuel au T2, pénalisée par le repli du secteur pétrolier
- La banque « Banco de Fomento Angola » (BFA) initie sa procédure d'entrée à la bourse de Luanda (OPV)

Botswana

- Le Botswana prépare la création d'un nouveau fonds souverain pour renforcer ses réserves fiscales

Lesotho

- Le FMI publie son examen annuel au titre de l'Article IV
- Le plus grand producteur de diamants du pays supprime 240 emplois face à la chute des prix

Mozambique

- Résurrection du programme MCC Mozambique
- Le gouvernement mozambicain a approuvé pour 37 Mds USD sa Stratégie nationale de financement climatique 2025-2034

Namibie

- La Namibie conclut plusieurs partenariats énergétiques avec des partenaires africains et européens (New Era)

Zambie

- Le Conseil d'administration du FMI approuve une prolongation de trois mois du programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) de la Zambie

Zimbabwe

- Le Zimbabwe trouve un accord de 455 M USD avec l'indien Jindal pour la modernisation de la centrale à charbon de Hwange (Reuters)

Afrique australe

Des institutions financières africaines s'engagent à mobiliser 100 Mds USD pour des projets relatifs à la transition écologique

Lors du Sommet africain sur le climat qui s'est tenu à Addis-Abeba, plusieurs institutions financières africaines, dont la Banque africaine de développement, Afreximbank et Ecobank, ont annoncé leur intention de mobiliser plus de 100 Mds USD pour financer des initiatives vertes sur le continent. Cet engagement vise à aligner les cadres réglementaires, renforcer l'expertise technique et soutenir l'essor des industries alimentées par les énergies renouvelables. L'objectif est aussi de favoriser l'expansion des chaînes de valeur régionales et positionner l'Afrique comme un pôle mondial du commerce durable, alors que le continent, qui dispose pourtant de 60 % du potentiel solaire mondial ainsi que d'importantes ressources éoliennes, hydrauliques et géothermiques (encore largement inexploitées), capte aujourd'hui moins de 3 % des investissements énergétiques mondiaux.

Perspectives de crédit stables en Afrique alors que la croissance s'accélère, selon Moody's

Moody's Ratings anticipe une accélération de la croissance économique en Afrique subsaharienne en 2025 et 2026, soutenant la stabilité de la qualité de crédit de la région malgré des coûts de financement élevés et une collecte fiscale encore faible. L'agence table sur une croissance médiane annuelle d'environ 4,7 % (contre 3,8 % sur la dernière décennie). Dix pays sur 25 croîtraient de 6 % ou plus. L'Afrique du Sud, première économie industrialisée de la région, continuerait en revanche à sous-performer, avec une croissance inférieure à 1,5 % par an : une estimation jugée élevée

par rapport aux projections du FMI, qui prévoit une croissance de 1 % en 2025 et 1,3 % en 2026.

La demande accrue de minerais et les grands projets d'infrastructures (comme le corridor ferroviaire de Lobito) devraient soutenir l'activité. La désinflation, avec une hausse médiane des prix qui a ralenti à 4,2 % en 2024 contre presque 8 % en 2022 après la pandémie de Covid-19, renforce le pouvoir d'achat et permet aux banques centrales d'assouplir leurs taux, favorisant ainsi la consommation. L'augmentation des recettes publiques devrait contribuer à une réduction progressive de la dette.

Moody's souligne toutefois que les risques politiques liés aux élections à venir et les tensions sociales pourraient peser sur les politiques favorables au crédit. Une amélioration de la collecte fiscale pourrait, en revanche, rendre les perspectives encore plus positives.

Afrique du Sud

Canal+ officialise la prise de contrôle de MultiChoice et crée un géant panafricain de l'audiovisuel (Canal+)

Le 22 septembre 2025, Canal+ et MultiChoice ont annoncé que toutes les conditions liées à l'offre publique d'achat avaient été remplies, rendant l'opération inconditionnelle. Canal+ prend ainsi le contrôle effectif de MultiChoice, valorisé à plus de 55 Mds ZAR (2,6 Mds EUR), au terme d'un processus entamé en février 2024 par la publication d'une offre d'achat non contraignante. Actuellement, Canal+ détient 46 % du capital de MultiChoice. Dans le cadre de l'offre obligatoire sur les actions restantes, Canal+ propose 125 ZAR (environ 6 EUR) par action aux actionnaires minoritaires de MultiChoice, l'opération devant se clôturer le 10 octobre 2025 et permettant au groupe français de prendre le contrôle total de la société.

Cette officialisation intervient après une série d'approbations réglementaires majeures, notamment celle du Tribunal de la concurrence sud-africain, qui a donné son aval en septembre sous conditions, et celle de l'Autorité indépendante des communications d'Afrique du Sud (Icasa), qui a validé le 28 août 2025 (publication le 18 septembre) le transfert à Canal+ des licences de communications électroniques et de spectre d'Orbicom, le diffuseur technique de MultiChoice.

Ce feu vert a levé le dernier obstacle juridique lié aux règles sud-africaines de propriété étrangère dans l'audiovisuel et aux obligations de participation des minorités noires à l'actionnariat dit de *Broad-Based Black Economic Empowerment* (BBBEE). Pour s'y conformer, une nouvelle entité baptisée LicenceCo a été créée afin de détenir la licence de diffusion et les abonnés sud-africains, limitant les droits de vote étrangers tout en garantissant la participation d'actionnaires historiquement défavorisés.

L'opération s'accompagne d'engagements d'intérêt public significatifs : Canal+ et MultiChoice investiront environ 26 Mds ZAR (1,28 Md EUR) sur trois ans pour soutenir les petites et moyennes entreprises locales, promouvoir la participation de groupes historiquement défavorisés dans l'industrie audiovisuelle et maintenir un fort investissement dans les contenus sud-africains, en particulier le sport et le divertissement général.

Avec cette fusion, Canal+ crée un acteur mondial et panafricain de l'audiovisuel, présent dans près de 70 pays et fort de plus de 40 millions d'abonnés. Cette nouvelle force de frappe devrait permettre au groupe d'acquérir et mutualiser davantage de contenus premium tout en optimisant les coûts de production, et développer de nouvelles offres ou formats originaux. Enfin, cette acquisition marque une étape stratégique pour Canal+, qui renforce son

ancrage en Afrique – le marché de télévision payante connaissant la croissance la plus dynamique au monde.

Anglo American lance une fusion à 50 Mds USD avec le canadien Teck Resources (*Business Tech*)

Anglo American a conclu un accord de fusion avec Teck Resources, entreprise cotée à la Bourse de Toronto et à la NYSE, valorisée en septembre 2025 entre 18,94 et 19,18 Mds USD, portant l'ensemble de l'opération à environ 50 Mds USD, l'un des plus importants accords financiers de la décennie pour le secteur minier. L'opération, proposée au cours actuel des actions (*zero premium deal*), attribuerait 62,4 % du capital aux actionnaires d'Anglo American et 37,6 % à ceux de Teck, assortie d'un dividende spécial de 4,5 Mds USD pour les investisseurs d'Anglo American. Le groupe combiné serait basé à Vancouver, mais côté principalement à Londres avec des bureaux à Londres et Johannesburg, et dirigé par Duncan Wanblad (DG d'Anglo American), aux côtés de Jonathan Price (Teck).

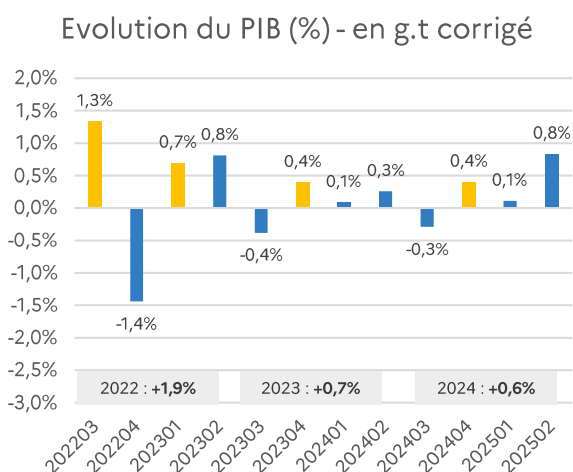
L'opération vise à renforcer les positions du nouveau groupe dans le cuivre, stratégique pour la transition énergétique, avec des synergies attendues notamment au Chili (QB2 et Collahuasi). Elle illustre aussi la course des majors à sécuriser des actifs stratégiques, dans les métaux de la transition énergétique alors que les grands gisements faciles d'accès sont déjà exploités et que les nouveaux projets sont plus coûteux à exploiter.

Parallèlement, Anglo American poursuit une réorganisation de son portefeuille à la suite de l'échec de l'offre hostile de BHP en 2024. Cette réorganisation comprend le retrait du platine, matérialisé par la scission de sa filiale sous le nom de Valterra Platinum, des cessions envisagées de ses mines de charbon et la recherche d'un repreneur pour De Beers, tandis que

Kumba Iron Ore (minerai de fer) devrait être conservé dans le cadre de la fusion.

L'accord, qui doit obtenir l'approbation des autorités canadiennes et de deux tiers des actionnaires de Teck, suscite toutefois des critiques au Canada, où certains investisseurs et responsables politiques dénoncent une prise de contrôle déguisée. Le processus d'approbation de 12 à 18 mois laisse la porte ouverte à d'éventuelles contre-offres, notamment de BHP ou Glencore, ce dernier ayant racheté la majorité de l'activité charbonnière de Teck en 2023.

Une accélération économique inattendue au deuxième trimestre 2025



Selon l'Agence nationale de statistiques (StatsSA), le PIB a progressé de 0,8 % au cours du deuxième trimestre 2025 (évolution trimestrielle corrigée des variations saisonnières), après une progression de 0,1 % au trimestre précédent. La reprise a touché la quasi-totalité des secteurs d'activité. Les principaux moteurs de la croissance économique ont été l'industrie manufacturière (+1,8 %, soit une contribution positive de 0,2 point), le commerce (+1,7 %, soit +0,2 point), et l'industrie minière (+3,7 %, soit +0,2 point). Seuls deux secteurs ont enregistré une contraction : les transports (-0,8 %, soit -0,1 point) et la construction (-0,3 %, soit -0,1 point). Du point de vue de la demande,

la croissance a été soutenue par la consommation finale des ménages (+0,8 %, soit une contribution de +0,6 point), et par la variation des stocks (contribution de +0,5 point). Elle a en revanche pâti du repli de l'investissement (-1,4 %, soit une contribution négative de 0,2 point) et de la faiblesse des exportations (-3,2 %, soit une contribution négative de 0,9 point), qui n'a été que partiellement compensée par la diminution des importations (-2,1 %, soit une contribution positive à la croissance de 0,6 point). Dans la foulée de la publication de ces résultats, la Banque centrale sud-africaine a revu à la hausse ses perspectives de croissance pour l'ensemble de l'année 2025 (+1,2 %, contre +0,9 % précédemment).

La Banque centrale maintient son taux directeur à 7,00 % (SARB)

Le 18 septembre, le comité de politique monétaire (MPC) de la Banque centrale sud-africaine (SARB) a décidé de maintenir son taux directeur à 7,00 %. La SARB a ainsi adopté une position prudente, alors que 2/3 des marchés anticipaient une baisse à 6,75 %. La banque prévoit une inflation moyenne de +3,4 % en 2025 (contre une prévision initiale de +3,3 %), +3,6 % en 2026 (contre +3,3 %) et de +3,0 % en 2027 (taux stable). Ces révisions à la hausse reflètent des coûts plus élevés en matière d'électricité, d'alimentation et de carburant, partiellement compensés par la vigueur du rand. Pour mémoire, l'inflation annuelle s'est établie à 3,3 % en août et 3,5 % en juillet. Les projections de croissance ont été légèrement revues à la hausse après un solide deuxième trimestre, avec un PIB attendu à +1,2 % en 2025, +1,4 % en 2026 et +1,9 % en 2027. Le taux directeur est attendu à 6,88 % fin 2025, puis à 6,02 % d'ici 2027.

Transnet réduit ses pertes et amorce un début de redressement

Le groupe sud-africain de fret ferroviaire et portuaire Transnet a enregistré une perte nette de 1,9 Md ZAR (111 M USD) pour l'exercice clos fin mars, contre 7,3 Md ZAR (423 M USD) l'année précédente, annonçant un début de redressement, porté par son programme de transformation. Le chiffre d'affaires a augmenté de 7,8 % à 82,7 Mds ZAR, tandis que les charges d'exploitation ont diminué de 4,9 % à 52,1 Mds ZAR.

Le fret ferroviaire, principale division de Transnet, a transporté 160 millions de tonnes métriques, en hausse par rapport aux 152 millions de tonnes de l'an dernier, mais en deçà de l'objectif de 170 millions de tonnes. Le groupe reste cependant sous observation : le contrôleur général sud-africain et l'agence de notation S&P soulignent des incertitudes sur sa viabilité, évoquant pertes récurrentes, violations de covenants et baisse de notation. Le gouvernement a promis cette année des garanties à hauteur de plusieurs milliards de dollars pour soutenir l'entreprise.

La Cour suprême d'appel sud-africaine annule l'autorisation d'Eskom de construire une centrale à gaz de 3 GW à Richards Bay (Reuters)

La Cour suprême d'appel sud-africaine a annulé cette semaine le permis accordé à Eskom pour construire une centrale de 3 000 MW à gaz naturel à Richards Bay, estimant que la consultation publique obligatoire n'avait pas été respectée. Le projet, prévu pour diversifier la production électrique et réduire la dépendance au charbon, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation après concertation avec les communautés locales. Les associations environnementales ont salué la décision, dénonçant les impacts sanitaires et environnementaux des installations existantes. Pour rappel, Richards Bay doit aussi accueillir un futur terminal GNL afin de palier à l'épuisement après 2028 du gisement de Pande Temane (Mozambique),

essentiel pour approvisionner l'industrie sud-africaine et notamment le géant pétrochimique Sasol.

L'industrie du ferrochrome sud-africaine en grave crise face à la flambée des coûts énergétiques (Engineering News)

Glencore Alloys, la division du géant minier suisse Glencore spécialisée dans les ferroalliages, va rencontrer cette semaine le gouvernement sud-africain pour trouver des solutions afin d'éviter la fermeture massive des fours transformant le minerai de chrome en ferrochrome, un composant clé de l'acier inoxydable. Japie Fullard, PDG de Glencore Alloys, doit s'entretenir vendredi 19 septembre 2025 avec le ministre de l'Électricité, Kgosientsho Ramokgopa.

L'industrie sud-africaine du ferrochrome est durement touchée par la flambée des tarifs d'Eskom et la fiabilité incertaine du réseau. Depuis 2008, les coûts de l'électricité ont été multipliés par huit, rendant la production locale moins compétitive face à la Chine, où l'électricité est deux fois moins chère. 80% de la production sud-africaine en minerai de chrome est désormais destinée aux fonderies chinoises.

À ce jour, tous les fours de Glencore sont à l'arrêt et seulement trois des 24 fours de Samancor, l'autre producteur en Afrique de Sud, restent opérationnels. Depuis 2022, le secteur a perdu près de 2 000 emplois et sa contribution à l'économie a chuté de 3,6 à 3 Mds USD. Glencore prévoit que si aucune solution n'est trouvée d'ici la fin de l'année, 2 500 emplois supplémentaires pourraient disparaître.

Le gouvernement avait approuvé en juin dernier un plan de soutien incluant la révision des tarifs d'électricité et des mesures restrictives sur l'exportation du chrome, mais la mise en œuvre reste en

suspens. Les discussions à venir porteront notamment sur des tarifs d'électricité plus compétitifs, des mesures ciblées pour soutenir les producteurs locaux et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement dont l'usine de Columbus Stainless, la seule usine intégrée d'acier inoxydable en Afrique, située dans la province du Mpumalanga.

Incendie majeur dans la plus grande usine de traitement de déchets médicaux en Afrique du Sud (Medical Brief)

Un incendie a ravagé l'usine d'incinération de déchets médicaux d'Averda à Klerksdorp, dans la province du North West, soulevant des inquiétudes sanitaires pour les communautés voisines. La société libanaise, basée à Dubaï, et concurrente en Afrique du Sud des sociétés EnviroServ (propriété du français Suez) et Interwaste (propriété du français Séché Environnement) traite jusqu'à 800 tonnes de déchets médicaux et pharmaceutiques par mois, dont certains présentant des risques biologiques.

Le site était déjà sous surveillance du ministère de l'Environnement (DFFE) pour non-conformités suite à une enquête en février 2025. L'incendie a détruit les incinérateurs, le poste de contrôle et le système de suivi des émissions, sans faire de blessés. Des experts alertent sur les risques de pollution chimique et infectieuse, rappelant qu'un incident similaire sur un autre site avait conduit à des amendes il y a dix ans. L'origine du feu reste à déterminer et une enquête est en cours.

Angola

L'exécution budgétaire révèle des incohérences préoccupantes

L'année 2025 s'annonce particulièrement difficile pour les finances publiques angolaises. L'économie nationale reste

fortement dépendante du pétrole, qui représente environ 95 % des exportations et près de 60 % des recettes budgétaires. Après un rebond marqué en 2024, la croissance ralentit, et l'inflation demeure élevée, au-delà de 27 % en glissement annuel à la mi-2025. La dette publique, évaluée à 58,5 billions de kwanzas (58 Mds €), reste majoritairement extérieure et accroît la vulnérabilité du pays aux chocs de change et aux conditions des marchés financiers internationaux. Dans ce contexte, l'exécution du Budget Général de l'État (OGE 2025) révèle d'importantes fragilités : programmes prioritaires à l'arrêt, absence de transparence sur les dépassements, dépendance persistante aux revenus pétroliers et poids exorbitant du service de la dette.

Le FMI revoit une nouvelle fois ses prévisions de croissance à la baisse

Le Fonds monétaire international table désormais sur une croissance de 2,1 % en 2025 (contre 2,4 % depuis le mois de mai, et une prévision initiale de 3 %). L'institution monétaire justifie sa décision par plusieurs éléments : i) la baisse des revenus pétroliers et le resserrement des conditions financières extérieures au premier semestre 2025 ont entraîné une détérioration de la situation budgétaire (prévision de déficit public à 2,8 % du PIB en 2025, après 1,0 % du PIB en 2024); ii) la hausse des risques pesant sur la capacité de paiement, en raison d'un service de la dette extérieure élevé, de l'augmentation de la volatilité des prix du pétrole et de l'assombrissement des perspectives des soldes budgétaire et extérieur; iii) si des progrès ont été accomplis dans la mobilisation des recettes non pétrolières, des réformes restent nécessaires (diminution des subventions aux carburants, mesures visant à protéger les plus vulnérables, etc.); iv) une dépendance excessive aux financements de court terme et à coût élevé; v) les risques de reprise de l'inflation en cas d'assouplissement trop rapide de la politique monétaire; vi) la nécessité de

maintenir une surveillance rigoureuse des risques systémiques, et de sortir rapidement de la liste grise du Groupe d'action financière GAFI).

Décisions du Comité de politique monétaire (15-16 septembre 2025)

Le Comité de politique monétaire de la Banque nationale d'Angola (BNA), réuni les 15 et 16 septembre 2025, a décidé d'un **nouvel assouplissement de sa politique monétaire**. Trois mesures principales ont été adoptées : i) l'abaissement du taux directeur (taux BNA) de 19,5 % à 19 % ; ii) la réduction du taux de la facilité permanente de cession de liquidités de 20,5 % à 20 % ; iii) la réduction du taux de la facilité permanente de dépôt de liquidités de 17,5 % à 17 %.

Ces décisions s'inscrivent dans la continuité de la trajectoire de désinflation observée en Angola et sont cohérentes avec l'objectif d'inflation fixé pour l'année 2025. La BNA souligne toutefois que ce mouvement s'effectue dans un environnement international marqué par de fortes incertitudes, lesquelles continuent de peser sur les comptes extérieurs du pays.

La croissance du PIB angolais s'établit à 1,08 % en glissement annuel au T2, pénalisée par le repli du secteur pétrolier

Selon les données de l'Institut National de la Statistique (INE), le PIB de l'Angola s'est élevé à 34,57 billions de kwanzas (environ 32,04 Mds EUR). Le secteur non pétrolier a enregistré une croissance de 3,43 % sur un an, soutenant la croissance du PIB, alors que la production de pétrole est tombée à son plus bas niveau depuis mars 2023. Les principaux facteurs négatifs ont été la chute de la production de pétrole brut (-10 %) et la contraction de l'activité dans l'administration publique (-1,50 %), le transport et le stockage, le raffinage du pétrole et l'extraction de diamants. Parmi

les secteurs les plus performants, on note les activités d'information et de communication, avec une croissance annuelle de 38,12 % (soit une contribution positive de 0,59 point à la variation du PIB) ; les secteurs de l'hébergement et de la restauration (7,99 %), le commerce (6,5 %), l'industrie manufacturière (5,15 %) et l'extraction de diamants et de minerais métalliques (6,79 %) ont également enregistré des croissances significatives. Le secteur agricole et de la sylviculture a quant à lui crû de 3,14 % (soit une contribution positive de 0,6 point à la croissance du PIB), tandis que le secteur de la pêche et de l'aquaculture a crû de 3,3 %, avec une mention spéciale pour la pêche industrielle et semi-industrielle (9 %). Les secteurs ayant le plus de poids dans la composition du PIB du second trimestre ont été : l'agriculture et la sylviculture (36,67 %), le commerce (15,71 %), l'extraction et le raffinage du pétrole (12,92 %), l'administration publique (7,26 %), l'industrie manufacturière (6,73 %) et les autres services (6,65 %).

La banque « Banco de Fomento Angola » (BFA) initie sa procédure d'entrée à la bourse de Luanda (OPV)

La banque BFA, deuxième banque d'Angola derrière BAI, a commencé le 5 septembre 2025 sa vente d'actions sur la BODIVA (Bourse de valeurs de l'Angola). Il s'agit d'une Offre Publique de Vente (OPV) de plus de 4,46 millions d'actions au prix de 41 500 AOA (environ 38,74€), dans le cadre du Programme de privatisation (PROPRIV). L'Etat, par l'intermédiaire d'UNITEL, vend 15% de sa participation qu'il détient dans BFA (51 ,9%) tandis que la banque portugaise BPI vend 14,75% de sa participation qu'il détient dans BFA (48,1%). La période de souscription est ouverte jusqu'au 25 septembre 2025. Le produit de la vente devrait se situer entre 93,4 et 111,4 Mds AOA (111,4 M USD) pour l'État et entre 91,8 et 109,5 Mds AOA (109,5 M USD) pour la banque portugaise BPI. Les employés de BFA se voient réservés 1% des actions de chacun des deux vendeurs (Unitel et BPI).

L'opération de BFA est assurée par 19 intermédiaires, 10 distributeurs, 8 courtiers et une banque commerciale.

Botswana

Le Botswana prépare la création d'un nouveau fonds souverain pour renforcer ses réserves fiscales

Le Botswana prépare la création d'un nouveau fonds souverain destiné à constituer une réserve fiscale générationnelle et à superviser la majorité des entreprises publiques clés. Les détails concernant la taille cible du fonds et sa stratégie d'investissement n'ont pas encore été précisés. Dans le cadre de ce fonds, les entreprises publiques seront réformées et restructurées pour devenir plus rentables, efficaces et créatrices d'emplois.

Pour mémoire, le pays dispose déjà depuis 1994 du Pula Fund, géré par la banque centrale, conçu à l'origine comme un fonds d'épargne intergénérationnelle alimenté par les excédents budgétaires et les revenus tirés des diamants. Toutefois, la diminution progressive de ces excédents, la hausse des dépenses publiques et l'absence de règles claires de dépôts et de retraits, critiquée par le FMI, ont conduit à un tarissement de ses apports récents. En complément du Pula Fund, le pays a lancé en 2023-2024, avec De Beers, le Diamonds for Development Fund, destiné à orienter une part des revenus du diamant vers la diversification économique et à réduire la dépendance au secteur minier.

Dans ce contexte, le nouveau fonds souverain s'inscrit comme un instrument plus large et structurant, destiné à corriger les lacunes du Pula Fund tout en complétant le rôle plus ciblé du *Diamonds for Development Fund*.

Lesotho

Le FMI publie son examen annuel au titre de l'Article IV

Le 11 septembre, le FMI a publié son rapport annuel d'analyse économique, dit « Article IV », sur le Lesotho. Selon l'institution, la croissance du PIB a légèrement progressé en 2023/24 à 2,2 % (contre 1,6 % en 2022/23), portée par la construction du Lesotho Highlands Water Project II, qui a compensé la baisse de la production agricole et la faiblesse du secteur textile. La croissance devrait ralentir à 1,4 % en 2025/26, sous l'effet de plusieurs chocs externes (incertitude sur les droits de douane américains et diminution de l'aide publique au développement américaine). Sur le moyen terme, la croissance devrait se stabiliser autour de +1,5 %, un taux insuffisant pour améliorer significativement le revenu par habitant. L'inflation a en revanche fortement diminué, passant d'un pic de + 8,2 % début 2024 à +4,4 % en mai 2025, grâce à l'ancrage du loti au rand et à la baisse de l'inflation importée. La prudence budgétaire en 2023/24, combinée à des transferts exceptionnels de la SACU et à des redevances hydrauliques plus élevées, a permis d'enregistrer un excédent budgétaire significatif (9 % du PIB) et de réduire la dette publique brute à 56,8 % du PIB. La balance courante a enregistré un excédent de 2,2 % du PIB, le premier depuis 2007, grâce à des importations plus faibles et des recettes accrues liées à la SACU et aux royalties sur l'eau. Le FMI recommande de transformer ces excédents en croissance durable et de qualité : épargner judicieusement, investir dans des projets à fort rendement et mener des réformes structurelles pour soutenir une croissance à moyen terme portée par le secteur privé.

Le plus grand producteur de diamants du pays supprime 240 emplois face à la chute des prix

La mine de diamants Letseng, la plus importante du Lesotho, a licencié 240 salariés, soit un cinquième de son personnel, en raison de la faiblesse persistante des prix et de la demande mondiale incertaine, a annoncé jeudi la société mère Gem Diamonds. Le secteur du diamant représente jusqu'à 10 % du PIB du Lesotho et constitue l'une de ses principales sources d'emplois et d'exportations, aux côtés du textile. Letseng, qui produit certains des plus gros et précieux diamants mondiaux, a révisé son plan minier et réduit ses effectifs pour limiter les coûts.

Gem Diamonds a enregistré une perte semestrielle de 11,7 M USD, contre un bénéfice de 2,1 M USD l'an dernier, après une chute de 42 % du chiffre d'affaires liée à la baisse des prix (1 008 USD le carat, 26 % sur un an). Sa production semestrielle a atteint 47 125 carats, contre 55 873 l'an dernier.

Mozambique

Résurrection du programme MCC Mozambique

Dans un communiqué publié le 18 septembre 2025, l'Ambassade des États-Unis a annoncé la recommandation du Conseil d'administration de la Millennium Challenge Corporation (MCC), à la suite de l'examen de l'aide étrangère en août, d'aller de l'avant avec le programme « Coastal Connectivity and Resilience Compact » au Mozambique. Annoncé en début d'année par l'administration Trump comme devant être annulé, ce programme de coopération, signé en septembre 2023, est donc relancé. Il prévoit un financement estimé à 500 M USD de dollars américains de la part de la MCC et 37,5 M USD de la part du Gouvernement du Mozambique. Ce partenariat de cinq ans vise à construire des routes et des infrastructures dans la province de Zambézia, y compris un pont de 1,8 kilomètre traversant le fleuve

Licungo, assurant ainsi un lien économique essentiel entre le nord et le sud du pays. En plus du développement des infrastructures, le programme contribuera à protéger le littoral mozambicain contre les effets du changement climatique et de la surpêche, tout en soutenant des réformes clés dans le secteur agricole.

Le gouvernement mozambicain a approuvé pour 37 Mds USD sa Stratégie nationale de financement climatique 2025-2034

Le conseil de Ministres a approuvé, le 16 septembre dernier, la Stratégie nationale de financement climatique pour la période 2025-2034, chiffrée à 37,2 Mds USD, un niveau considérable au regard de la taille de l'économie du Mozambique (PIB de 21,9 Mds USD). Ce plan vise à promouvoir une économie décarbonée et résiliente face au changement climatique. Le pays devra ainsi mobiliser des ressources internes et externes et renforcer les institutions publiques et privées afin qu'elles puissent répondre efficacement aux actions climatiques.

Namibie

La Namibie conclut plusieurs partenariats énergétiques avec des partenaires africains et européens dont l'Algérie et le milliardaire nigérian Dangote (New Era)

La vice-présidente namibienne Lucia Witbooi a signé vendredi 5 septembre 2025 à Alger un accord de coopération énergétique avec l'Algérie, incluant assistance juridique, formation technique et échanges d'experts pour soutenir le développement du secteur pétrolier et gazier namibien. L'Algérie partagera son expérience en législation, gestion des entreprises publiques et transition énergétique.

Pour rappel, la Namibie possède un fort potentiel pétrolier qui suscitent l'intérêt de

nombreux acteurs internationaux tel que TotalEnergies malgré les défis techniques et géologiques du bassin namibien. Le pays pourrait produire entre 300 000 et 400 000 barils par jour d'ici le milieu des années 2030 si les projets pétroliers offshore se concrétisent selon une estimation de Bloomberg.

Le gouvernement namibien a aussi validé le projet du groupe nigérian Dangote visant à construire une installation de stockage de carburant de 200 millions de litres à Walvis Bay. L'objectif est de transformer le port en hub régional d'approvisionnement en produits raffinés. Dangote, acteur majeur du secteur des hydrocarbures en Afrique, possède la plus grande raffinerie d'Afrique à Lagos (650 000 barils/jour) et développe des infrastructures de stockage et de distribution de carburants à l'échelle continentale. Toutefois, le projet suscite certaines réserves. La durée du bail de 99 ans et la demande d'exclusivité sur un appontement stratégique utilisé par les majors pétrolières pourraient affaiblir Namcor, l'opérateur national, et limiter la flexibilité de gestion du port.

Enfin, Namport et le port belge d'Anvers-Bruges ont réaffirmé leur partenariat consolidant le projet de transformation de Walvis Bay en hub logistique et énergétique. Le projet d'expansion, évalué à 3 Mds EUR, prévoit 1 300 hectares de nouvelles infrastructures, plus de 30 postes à quai, des terminaux pour vrac sec et liquide, et des installations dédiées à l'export d'ammoniac vert, pilier de la stratégie d'hydrogène décarbonée namibienne destinée à l'export vers l'Europe.

Zambie

Le Conseil d'administration du FMI approuve une prolongation de trois mois du programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) de la Zambie

Le Fonds monétaire international (FMI) a accordé à la Zambie un report de trois mois de son programme élargi de crédit (FEC), repoussant son échéance au 30 janvier 2026. Cette décision vise à laisser aux services du FMI et aux autorités zambiennes le temps de finaliser la sixième revue du programme et de préparer la poursuite de la coopération, alors que le ministre des Finances zambiens a été autorisé à demander une extension du programme FMI de douze mois.

Mis en place en août 2022 pour un montant initial de 1,3 Md USD, porté à 1,7 Md USD en 2024 (dont 1,55 Md déjà décaissés), le programme soutient la stabilité macroéconomique, le rétablissement de la soutenabilité de la dette, le renforcement de la gouvernance et une croissance inclusive.

Zimbabwe

Le Zimbabwe trouve un accord de 455 M USD avec l'indien Jindal pour la modernisation de la centrale à charbon de Hwange (Reuters)

Le Zimbabwe a signé un contrat de concession de 455 M USD sur 15 ans avec Jindal Africa (filiale du groupe indien Jindal Steel) pour la réhabilitation de six unités vieillissantes de la centrale à charbon de Hwange (920 MW de capacité). Les travaux devraient durer quatre ans, l'investisseur récupérant ses fonds via les revenus de la vente d'électricité.

Le pays, qui ne couvre qu'environ 50 % de sa demande électrique (2 000 MW) et subit de fréquentes coupures, mise sur cette modernisation pour stabiliser son approvisionnement. La centrale de Hwange

(1 520 MW au total), la plus grande du pays, a déjà bénéficié en 2023 d'un ajout de 600 MW grâce à deux nouvelles unités. Toutefois, ses installations des années 1980 fonctionnent aujourd'hui à seulement un tiers de leur capacité. Le barrage de Kariba (1 050 MW), autre pilier énergétique du pays, est quant à lui limité par les épisodes récurrents de sécheresse et ne devrait pas recouvrer son plein potentiel avant plusieurs années, à condition qu'aucune nouvelle sécheresse ne vienne encore aggraver la situation

En parallèle, le Zimbabwe poursuit plusieurs projets stratégiques pour renforcer sa production électrique, notamment la recherche de financements pour le méga-barrage transfrontalier hydroélectrique de Batoka Gorge (2,4 GW) et la construction de trois installations de stockage de 600 MW ainsi que d'un parc solaire flottant de 250 MW sur le lac Kariba, dans le cadre de son objectif d'atteindre 2 100 MW de capacité renouvelable d'ici 2030.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo
jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr